

Assurance 2 roues Dispositions Générales

SOMMAIRE

LA VIE DE VOTRE CONTRAT

pages

1. Prise d'effet et durée du contrat.....	4
2. Calcul, paiement et évolution de la cotisation	4
3. Interruption ou résiliation du contrat	6
4. A noter également	7

LES GARANTIES LA PARISIENNE

1. Indemnisation des dommages causés aux autres.....	10
2. Assistance face aux sources de conflits.....	12
3. Assurance des dommages subis par le véhicule	13
4. Indemnisation des dommages corporels subis par le conducteur	16
5. Exclusions communes à toutes les garanties.....	19
6. Etendue territoriale des garanties	19

L'INDEMNISATION LA PARISIENNE

1. Que devez-vous faire en cas de sinistre ?.....	22
2. Comment seront indemnisés les dommages causés à autrui ?.....	23
3. Comment seront indemnisés les dommages causés à votre véhicule ?.....	24
4. Franchises* applicables en cas de prêt du véhicule.....	25
5. Arbitrage en cas de litige ?.....	25
6. Quand serez-vous indemnisés ?.....	26
7. Principales définitions ?.....	26

"Vous" dans le texte qui suit désigne le **Souscripteur**
(et le propriétaire du véhicule s'il s'agit d'une personne différente).

"Nous", LA PARISIENNE, votre **Assureur**.

LA VIE DE VOTRE CONTRAT

1. LA PRISE D'EFFET ET LA DUREE DE VOTRE CONTRAT

Votre contrat entre en vigueur à la date d'effet figurant aux Dispositions Particulières (à **zéro heure** ou à l'heure fixée).

Sauf indication contraire, il est conclu pour un an et se renouvelle automatiquement d'année en année. S'il a été conclu pour une durée déterminée, ses effets cessent de plein droit à **minuit** le jour indiqué pour l'expiration.

Les Dispositions Particulières indiquent également la date d'échéance principale du contrat. Cette date précise le point de départ de chaque période d'assurance.

Le contrat peut être dénoncé à chaque échéance principale par l'envoi d'une lettre recommandée moyennant un préavis de **deux mois pour vous et de deux mois pour nous** (le cachet de la poste faisant foi).

La résiliation prend effet à zéro heure le jour de l'échéance principale.

2. VOTRE COTISATION

2.1 Comment est-elle calculée ?

Votre cotisation est déterminée à partir des réponses que vous avez données à nos questions **lors de la souscription du contrat**. Elles figurent aux Dispositions Particulières et concernent :

2.1.1. Le ou les conducteurs à titre habituel de votre véhicule

- âge, situation familiale, profession,
- date d'obtention du permis de conduire et sa catégorie,
- les sinistres, les suspensions de permis de conduire ainsi que les condamnations pour conduite sous l'emprise d'un état alcoolique que vous, votre conjoint ou concubin avez pu avoir au cours des 3 années précédant la souscription de votre contrat,
- la cause de la résiliation ou de la nullité de votre contrat si vous étiez précédemment assuré,
- le coefficient de réduction-majoration acquis (bonus-malus).

2.1.2. Votre véhicule

- **ses caractéristiques**
 - marque, type, carrosserie, cylindrée, moteur, sources d'énergie, étant entendu que **toute transformation ou modification** doit nous être signalée,
- **son lieu de garage habituel,**
- **son utilisation, c'est-à-dire :**
 - soit "déplacements privés et professionnels", si le véhicule est utilisé pour des déplacements privés (y compris le trajet domicile-lieu de travail et retour) et/ou professionnels en rapport avec la (ou les) profession(s) déclarée(s) aux Dispositions Particulières mais en aucun cas pour des tournées ou visites régulières de clientèle, des livraisons, ni pour des transports onéreux de voyageurs ou de marchandises même à titre occasionnel,
 - soit un autre usage plus spécifique mentionné aux Dispositions Particulières.

A l'appui de vos déclarations lors de la souscription de votre contrat, il devra nous être remis le relevé d'informations établi par votre précédente Société d'Assurance.

Importance de vos réponses

Si vos réponses ne sont pas conformes à la réalité, nous pourrions conformément à la réglementation :

- soit réduire l'indemnité dans le rapport existant entre la cotisation payée et celle qui aurait dû l'être si la déclaration avait été conforme à la réalité,
- soit annuler votre contrat en cas de fausse déclaration intentionnelle.

Sachez que vous devez également, sous peine des mêmes sanctions, nous déclarer **après la souscription** les circonstances nouvelles ayant pour conséquence soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux, et qui rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses que vous nous avez apportées. Cette déclaration doit nous être faite par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à partir du moment où vous avez eu connaissance de ces circonstances nouvelles. **Si vous ne respectez pas ce délai, vous perdez tout droit à garantie en cas de sinistre**, sauf cas fortuit ou de force majeure, dès lors que nous aurons établi que votre retard nous a causé un préjudice.

Lorsque les circonstances nouvelles constituent une **aggravation du risque**, nous pouvons :

- soit résilier le contrat par lettre recommandée, la résiliation prenant effet **10 jours** après l'envoi de cette lettre,
- soit vous proposer de nouvelles conditions tarifaires.

Si vous ne donnez pas suite à notre proposition de majoration de la cotisation ou si vous la refusez, nous pouvons résilier le contrat par lettre recommandée, la résiliation prend effet **30 jours** après l'envoi de cette lettre et la cotisation due pour la période de garantie entre la précédente échéance et la date d'effet de la résiliation est calculée sur la base du nouveau tarif.

Lorsque ces circonstances nouvelles constituent une **diminution du risque** et que nous refusons de réduire le montant de votre cotisation, vous pouvez résilier le contrat par lettre recommandée, la résiliation prenant effet 30 jours après l'envoi de cette lettre.

2.2 Quand et comment la payer ?

Votre cotisation et les frais annexes ainsi que les taxes et contributions établies par l'Etat que nous sommes chargés d'encaisser pour son compte sont payables **d'avance** à l'échéance (ou aux échéances) indiquée(s) aux Dispositions Particulières. Ce paiement s'effectue auprès de notre Société ou bien de son mandataire.

En cas de **non-paiement dans les 10 jours** suivant la date d'échéance, notre garantie est suspendue dans tous ses effets **30 jours** après notre envoi **d'une lettre recommandée de mise en demeure de paiement**. Nous pouvons ensuite résilier le contrat **10 jours** après l'expiration du délai de 30 jours si vous n'effectuez pas le paiement.

Lorsqu'il y a suspension de garantie pour non paiement, le montant de la cotisation annuelle reste dû en dépit de l'absence de garantie.

Lorsque le paiement de la cotisation annuelle est fractionné, nous nous réservons la possibilité, en cas de suspension de la garantie intervenue pour non-paiement, de supprimer le fractionnement.

Tant que votre contrat n'est pas résilié, **l'assurance reprend le lendemain, à midi, du jour où la cotisation due est intégralement payée.**

2.3 Comment va-t-elle évoluer ?

2.3.1 L'application du coefficient réduction-majoration "bonus-malus"

Votre cotisation est appelée, à chaque échéance principale de votre contrat, à varier selon les modalités prévues par les dispositions réglementaires (clause type de réduction-majoration article A121-1 du Code des Assurances).

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux garanties "Conducteur", "Assistance", "Casque", "Equipement du véhicule", "Equipement du motard".

2.3.2 Le changement du niveau tarifaire

Le niveau tarifaire qui vous est appliqué est directement en fonction de vos sinistres. Selon les résultats individuels de votre contrat, vous pourrez vous voir attribuer à l'échéance principale un niveau tarifaire différent de celui en cours.

En cas de majoration de votre cotisation, vous aurez alors la faculté de demander la résiliation de votre contrat dans le **mois** où vous en aurez eu connaissance, dans les conditions prévues au paragraphe 2.3.3 ci-dessous.

2.3.3 La révision du tarif et des franchises* (sommes restant à votre charge en cas de sinistre)

En fonction de l'évolution des coûts de sinistres, nous pouvons être amenés à modifier notre tarif et nos franchises*. Dans ce cas, votre cotisation ainsi que, s'il y a lieu, les franchises* seront modifiées à compter de l'**échéance principale** qui suit la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif ou des nouvelles franchises*.

Vous avez alors la faculté de demander la résiliation de votre contrat par lettre recommandée dans le **mois** où vous avez eu connaissance de la majoration de votre cotisation ou de la nouvelle franchise*. La résiliation prend effet **1 mois** après l'envoi de cette lettre et la cotisation restant due pour la période entre la précédente échéance et la date d'effet de la résiliation est calculée sur la base de notre ancien tarif.

3. CAS PARTICULIERS QUI PEUVENT INTERROMPRE OU METTRE FIN A VOTRE CONTRAT

Lorsqu'il est mis fin à votre contrat au cours d'une période d'assurance, nous vous remboursons la fraction de cotisation postérieure à la résiliation. Cette disposition n'est pas applicable lorsque la résiliation résulte du non paiement de la cotisation.

3.1 Vente ou donation de votre véhicule

Lorsque le véhicule est vendu ou donné, vous devez nous en aviser immédiatement et nous présenter un certificat de vente ou de donation, notre garantie étant automatiquement suspendue le lendemain à **zéro heure** de l'opération.

Vous pouvez résilier le contrat par lettre recommandée avec un préavis de **10 jours** ou le remettre en cours pour un nouveau véhicule. La même possibilité de résiliation nous est également ouverte et à défaut de remise en cours le contrat est résilié de plein droit à l'issue d'un délai de **6 mois** à compter de la vente ou de la donation.

3.2 Perte totale et définitive de votre véhicule

Le contrat est résilié de plein droit.

3.3 Après sinistre, si l'accident* a été causé :

- par un conducteur en état d'imprégnation alcoolique,
- par infraction du conducteur au Code de la Route entraînant une décision judiciaire ou administrative de suspension du permis de conduire d'au moins un mois, ou une décision d'annulation de ce permis.

Nous pouvons résilier le contrat par lettre recommandée, notre garantie cesse alors 1 mois après que vous avez reçu cette lettre.

3.4 Changement de domicile, de situation ou de régime matrimonial, de profession, retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité :

Vous pouvez résilier le contrat, dans les trois mois suivant la date de l'évènement en indiquant sa nature, par une lettre recommandée indiquant la date et la nature de l'évènement. La résiliation prend alors effet **1 mois** après l'envoi de cette lettre.

3.5 En cas de votre décès

Vos héritiers peuvent résilier le contrat par lettre recommandée ; la résiliation prend effet dès l'envoi de cette lettre.

Nous pouvons également résilier le contrat par l'envoi d'une lettre recommandée à votre domicile dans les 3 mois du jour où vos héritiers se sont faits connaître ; la résiliation prend alors effet **10 jours** après l'envoi de cette lettre.

3.6 Réquisition de votre véhicule

Votre contrat est automatiquement résilié à la date de votre dépossession par l'Administration. Vous devez, toutefois, nous aviser de cette réquisition par lettre recommandée dans un délai d'**1 mois** à partir du jour où vous en avez eu connaissance.

3.7 Redressement judiciaire

Le contrat peut être résilié dans un délai de 3 mois :

- par l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire ou le liquidateur,
- par nous-mêmes.

3.8 Cessation des effets du contrat après vol de votre véhicule

Sauf transfert sur un nouveau véhicule, les effets du contrat cessent au plus tard 30 jours après la déclaration du vol aux autorités compétentes, à la condition que l'un d'entre nous ait pris l'initiative de la cessation des garanties.

4. A NOTER EGALEMENT

4.1 Action contre un tiers responsable après indemnisation

Nous nous substituons à vous pour agir contre le responsable du sinistre à concurrence des sommes que nous avons versées. Nous n'exerçons pas de recours contre vos ascendants ou descendants, vos alliés en ligne directe, vos salariés, les personnes vivant habituellement avec vous ou le conducteur autorisé ayant la qualité d'assuré au moment du sinistre sauf cas de malveillance de leur part.

Si nous ne pouvons plus de votre fait exercer ces recours, notre garantie cesse de vous être acquise.

4.2 Délai d'expiration des actions que nous pouvons engager l'un contre l'autre

Toute action concernant votre contrat et émanant de l'un ou l'autre, spécialement pour le paiement d'une cotisation ou le règlement d'une indemnité, ne peut **s'exercer que pendant un délai de 2 ans** à compter de l'évènement à l'origine de cette action.

Toutefois dans le cadre de la garantie Conducteur, ce délai est porté à **10 ans** lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit du conducteur décédé.

Ce délai est interrompu par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription ainsi que par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre, par l'envoi par l'un de nous d'une lettre recommandée avec accusé de réception, une citation en justice (même en référé) un commandement ou une saisie signifiée à celui que l'on veut empêcher de prescrire.

4.3 Déclaration de vos autres assurances

Si votre véhicule et/ou sa remorque est couvert par d'autres assurances pour le ou les mêmes risques et dans le même intérêt, vous devez en cas de sinistre communiquer le numéro de chaque contrat ainsi que le nom de l'Assureur concerné.

4.4 Restitution des documents d'assurance

En cas de vente, de destruction ou de vol du véhicule et dans les cas où la résiliation de votre contrat intervient de plein droit, vous êtes tenu de nous restituer les documents d'assurance (certificat d'assurance et carte internationale d'assurance, dite carte verte) que nous vous avons remis et qui sont encore en votre possession.

4.5 Informatique et libertés

Vous pouvez demander à LA PARISIENNE communication et rectification de toute information vous concernant et figurant sur tout fichier à usage de notre Société, de ses mandataires, des réassureurs et des organismes professionnels.

4.6 Dispositions particulières aux risques situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Les articles L191-7, L192-2 et L192-3 du Code des Assurances ne sont pas applicables.

4.7 Relations Consommateurs

Votre interlocuteur habituel est en mesure d'étudier au fond toutes vos demandes et réclamations.

Si, au terme de cet examen, les réponses données ne satisfont pas votre attente, vous pourrez adresser votre réclamation à : LA PARISIENNE

Enfin en cas de désaccord définitif entre nous relatif à une garantie non professionnelle, vous aurez la faculté de faire appel au Médiateur dont nous vous fournirons, sur simple demande, les coordonnées, et ceci sans préjudice des autres voies d'actions légales.

4.8 Autorité de contrôle des entreprises d'assurance

L'instance chargée de veiller au respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'assurance est la Commission de Contrôle des Assurances - 54, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

LES GARANTIES LA PARISIENNE

I. L'INDEMNISATION DES DOMMAGES CAUSES AUX AUTRES

La Garantie Responsabilité Civile

CE QUI EST COUVERT :

1. La garantie obligatoire

L'indemnisation des dommages corporels ou matériels causés à autrui, y compris aux membres de la famille, par un accident*, un incendie ou une explosion dans lequel est impliqué en et hors circulation :

- le véhicule désigné aux Dispositions Particulières, les accessoires et produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte (même en cas de chute), lorsque ces dommages engagent la responsabilité civile :
- de vous-même,
- des passagers,
- ou de toute personne ayant la garde ou la conduite même non autorisée du véhicule.

La garantie s'exerce à condition que le conducteur du véhicule au moment du sinistre ait l'âge requis ou possède un permis de conduire en état de validité.

Toutefois elle demeure acquise au propriétaire et au souscripteur en cas de vol, de violence ou d'utilisation du véhicule à leur insu si le conducteur n'a pas l'âge requis ou ne possède pas de permis de conduire en état de validité. C'est notamment le cas lorsque le véhicule est conduit à leur insu par un de leurs enfants mineurs ou par un de leurs préposés les ayant abusés quant à la validité de son permis de conduire.

2. Au delà de ce qui est strictement obligatoire, LA PARISIENNE couvre d'office lorsque le véhicule désigné aux Dispositions Particulières est impliqué dans un accident*, un incendie ou une explosion :

2.1 Vice ou défaut d'entretien

Votre responsabilité civile en raison des dommages subis par le conducteur bénévole en cas de vice ou défaut d'entretien.

2.2 Conduite à l'insu par un descendant mineur

La responsabilité civile de votre descendant mineur conduisant à votre insu, alors qu'il n'a pas l'âge requis ou ne possède pas de permis de conduire en état de validité exigé par la réglementation en vigueur.

3. LA PARISIENNE fait bénéficier de la même garantie que le véhicule désigné aux Dispositions Particulières :

3.1 Véhicule en instance de vente

Votre ancien véhicule conservé en vue de sa vente, pendant une durée de **30 jours** à compter de la date (à zéro heure) du jour où la garantie a été reportée sur notre nouveau véhicule ; **les dommages subis par votre ancien véhicule ne sont pas garantis.**

3.2 Remorque de moins de 500 kg

Toute remorque d'un Poids Total Autorisé en Charge n'excédant pas 500 kg sans qu'il soit nécessaire de la désigner aux Dispositions Particulières.

4. Le Service Accident*

Notre intervention au titre de la garantie Responsabilité Civile a pour but d'indemniser à votre place les victimes (ou leurs ayants droit) pour leurs dommages corporels ou matériels dont vous êtes responsable.

4.1 Défense de vos intérêts

Lorsque la victime s'adresse au tribunal pour obtenir son indemnisation, nous assumons la défense de vos intérêts civils. Nous dirigeons à cet effet le procès qui vous est intenté et exerçons les voies de recours en prenant en charge les frais de justice et les honoraires des avocats.

Nous vous proposons en outre gracieusement l'assistance de nos conseils pour :

- **assumer votre défense pénale** si vous êtes poursuivi devant un tribunal répressif avec constitution de partie civile,
- présenter **votre réclamation personnelle** (demande reconventionnelle) et vos appels en garantie.

4.2 Avance de la caution pénale

Dans les pays où s'exerce notre garantie, nous vous faisons l'avance de la caution pénale que les autorités locales peuvent exiger en cas d'accident*. Vous vous engagez à nous la rembourser dans les 6 mois de votre retour en France.

4.3 Avance sur recours en cas de collision avec un véhicule terrestre à moteur survenue en France ou dans la principauté de Monaco.

Même si vous n'avez pas souscrit la garantie Dommages par collision ou Dommages tous accidents*, nous vous proposons une indemnité pour les dommages matériels subis par le véhicule garanti en cas de responsabilité totale ou partielle d'un tiers identifié et assuré.

Cette indemnité sera évaluée à dire d'expert et tiendra compte du pourcentage de responsabilité civile mis à votre charge.

CE QUI N'EST PAS COUVERT

1. *Les conséquences de la responsabilité encourue par les garagistes, les courtiers, vendeurs et dépanneurs de véhicules automobiles, les personnes pratiquant le contrôle de leur bon fonctionnement, ainsi que leurs préposés lors des réparations, remorquages, dépannages, contrôles ou vente du véhicule.*
2. *Les dommages subis par :*
 - le conducteur (ils sont l'objet de la garantie Conducteur),
 - les auteurs, coauteurs ou complices du vol du véhicule,
 - vos préposés et salariés pendant leur service sauf pour la réparation complémentaire prévue à l'article L 455-1-1 du Code de la Sécurité Sociale lorsqu'ils sont victimes d'un accident* dans lequel est impliqué le véhicule désigné aux Dispositions Particulières conduit par vous-même ou un autre de vos préposés et survenu sur une voie ouverte à la circulation publique,
 - le véhicule désigné aux Dispositions Particulières (ils sont l'objet des garanties Dommages),
 - les biens appartenant au conducteur ou qui lui ont été confiés ou loués sauf dommages d'incendie ou d'explosion à l'immeuble dans lequel le véhicule est garé,
3. *Le paiement des amendes.*
4. *Reportez-vous aussi aux exclusions communes à toutes les garanties page 19.*

II. L'ASSISTANCE FACE AUX SOURCES DE CONFLITS

La Garantie Défense-Recours

CE QUI EST COUVERT :

En cas d'accident* de la circulation dans lequel le véhicule garanti en responsabilité civile est impliqué, nous vous apportons notre assistance et prenons en charge les frais correspondants :

- pour assumer votre défense pénale lorsque vous êtes cité devant un tribunal et si vous n'êtes pas représenté par l'avocat que nous avons missionné pour la défense de vos intérêts civils,
- pour réclamer à l'amiable ou judiciairement auprès d'un tiers responsable la réparation du dommage corporel ainsi que des dommages matériels lorsque la demande n'a pas été satisfaite par l'avance sur recours proposée au titre de la garantie Responsabilité Civile (voir paragraphe 4.3 page 11).

LA PARISIENNE fait profiter de la même assistance juridique tout conducteur autorisé du véhicule, toute personne transportée ainsi que pour les recours, leurs ayants droit. Les recours exercés contre le conducteur ne sont pas garantis.

Comment s'exerce la garantie

1. Modalités de gestion

Nous vous donnons tout avis et conseil pour permettre la solution des litiges entrant dans l'objet de la garantie et prenons en charge les frais et honoraires vous incombant pour faire reconnaître vos droits (honoraires ou émoluments d'avocat, d'avoué, d'huissier, d'expert et autres auxiliaires de justice choisis ou proposés par nous) à concurrence de 4 600 € HTVA par dossier quel que soit le nombre des victimes.

En cas de procédure judiciaire ou administrative, vous pouvez choisir l'avocat chargé de vos intérêts.

Si vous le choisissez sans notre agrément, nous vous remboursons ses honoraires sur justificatifs dans la limite des montants ci-dessous :

Tribunal Correctionnel ou de simple police :	
- sans constitution de partie civile :	190 €
- avec constitution de partie civile :	390 €
Tribunal d'Instance ou référé :	305 €
Tribunal de Grande Instance ou administratif ou Cour d'Appel	460 €
Cour de Cassation ou Conseil d'Etat	920 €
Transaction menée à terme	230 €
Commissions diverses :	125 €
Expertise :	920 €

2. En cas de conflit d'intérêt

Vous pouvez également faire appel à un avocat (ou à toute autre personne qualifiée) pour vous assister si vous estimez qu'un conflit d'intérêt peut survenir entre nous (par exemple, lorsque nous garantissons la responsabilité civile de la personne contre laquelle vous nous avez demandé d'exercer un recours).

Nous prenons en charge les honoraires de cet avocat à concurrence des montants fixés dans le tableau ci-dessus.

3. En cas de désaccord sur le règlement d'un litige

Le différend pourra être soumis à nos frais à une tierce personne désignée d'un commun accord ou à défaut par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.

Si vous engagez à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle proposée par nous ou par la tierce personne, nous vous indemniserons, dans la limite du montant de la garantie, des frais exposés pour l'exercice de cette action.

CE QUI N'EST PAS COUVERT PAR LA GARANTIE DÉFENSE-RECOURS

1. *La défense du conducteur devant les tribunaux répressifs en cas de conduite avec un taux d'alcoolémie supérieur au taux prévu aux articles L1 et R233-5 du Code de la Route, ou sous l'emprise de stupéfiants non prescrits médicalement.*
2. *Les recours judiciaires pour les litiges dont le montant de la réclamation est inférieur ou égal à 305 € HTVA.*
3. *Le paiement des amendes.*
4. *Reportez-vous aussi aux exclusions communes à toutes les garanties page 19.*

III. L'ASSURANCE DES DOMMAGES SUBIS PAR VOTRE VEHICULE

Attention

Sous réserve des précisions apportées risque par risque dans les pages suivantes et notamment en Vol, est considéré comme faisant partie de "votre véhicule"* l'ensemble des équipements de série, y compris l'antivol constructeur mais à l'exception des appareils radio et assimilés¹.

Les options constructeurs et les accessoires ne faisant pas partie des équipements de série ne sont pas couverts sauf si vous avez souscrit la garantie spécifique "Équipement du véhicule".

¹Nous entendons par appareils radio et assimilés les appareils d'émission ou de réception d'ondes radioélectriques, lecteurs ou enregistreurs.

La Garantie "Incendie" et "Forces de la nature"

CE QUI EST COUVERT

1. Les dommages subis par "votre véhicule"* à la suite :

- d'un incendie ou d'une explosion même dû à un attentat ou à un acte de terrorisme,
- d'un des événements suivants : chute de la foudre, tempête, grêle, inondation, raz de marée, avalanche, éboulement de terrain, chute de pierres, tremblement de terre, éruption volcanique, même en l'absence d'arrêté interministériel de catastrophes naturelles.

2. Les frais de dépannage sur les lieux de l'événement, de remorquage jusqu'au garage le plus proche s'ils sont la conséquence directe des dommages garantis à concurrence de 110 €.

CE QUI N'EST PAS COUVERT

1. Les dommages résultant d'un incendie consécutif à un vol (couvert par la garantie Vol) ou à un accident* (couvert par la garantie Dommages par collision ou Dommages tous accidents).
2. Les dommages dus à un fonctionnement anormal de l'appareillage électrique.
3. Les dommages subis par les vêtements, objets et marchandises transportés.
4. Les dommages dus à l'usure ou à un défaut d'entretien.
5. La dépréciation du véhicule.
6. Reportez-vous aussi aux exclusions communes à toutes les garanties page 19.

La Garantie "Vol"

CE QUI EST COUVERT

1. Les dommages subis par "votre véhicule"* résultant de sa disparition ou de sa détérioration à la suite d'un vol, ou d'une tentative de vol c'est-à-dire commencement d'exécution d'un vol de ce véhicule (matérialisé par des traces de forçage de la direction) rendant vraisemblable l'intention des voleurs.
2. Les frais de dépannage sur les lieux de l'événement, de remorquage jusqu'au garage le plus proche, s'ils sont la conséquence directe des dommages garantis à concurrence de 110 €.
3. Les frais de récupération raisonnablement engagés avec notre accord préalable, ainsi que de mise en fourrière ou de garde par l'Administration (dans la limite de 48 heures à partir de la notification que l'Administration vous en aura faite par lettre recommandée), s'ils sont la conséquence directe des dommages garantis à concurrence de 110 €.

CE QUI N'EST PAS COUVERT

1. Les dommages résultant :
 - d'un acte de vandalisme non concomitant à un vol (couverts par la garantie Dommages tous accidents),
 - d'un vol commis par un membre de votre famille vivant avec vous ou avec sa complicité,
 - d'une escroquerie relative au paiement lors de la vente de "votre véhicule",
 - d'une tentative de vol sans traces d'effraction de la direction.
2. Les dommages subis par les vêtements, objets et marchandises transportés.
3. La dépréciation du véhicule.
4. Reportez-vous aussi aux exclusions communes à toutes les garanties page 19.

La Garantie "Catastrophes Naturelles"

CE QUI EST COUVERT

Les dommages subis par "votre véhicule"* à la suite d'un événement déclaré catastrophe naturelle par **Arrêté Interministériel** publié au Journal Officiel.

La Garantie s'exerce dans les mêmes limites que celles prévues pour les garantie Incendie et Forces de la nature souscrite pour le véhicule.

La Garantie "Dommages par collision"

CE QUI EST COUVERT

1. Les dommages accidentels subis par "votre véhicule"* directement consécutifs à une collision avec un véhicule ou un animal appartenant à un tiers identifié ou avec un piéton identifié (autre que vous-même).
2. Les frais de dépannage sur les lieux de l'évènement, de remorquage jusqu'au garage le plus proche, s'ils sont la conséquence directe des dommages garantis à concurrence de 110 €.

CE QUI N'EST PAS COUVERT

1. *Sauf s'il est établi que l'accident* est sans relation avec l'état du conducteur, les dommages subis par "votre véhicule"*, lorsque le conducteur conduit avec un taux d'alcoolémie supérieur au taux prévu par les articles L1 et R233-5 du Code de la Route, ou s'il est sous l'emprise de stupéfiants non prescrits médicalement.*
2. *Les dommages résultant d'un acte de vandalisme.*
3. *Les dommages survenus à l'occasion du transport du véhicule.*
4. *Les dommages causés aux pneumatiques sans autres dommages à "votre véhicule"*.*
5. *Les dommages subis par les vêtements, objets et marchandises transportés.*
6. *Les dommages consécutifs à un vol (couverts par la garantie Vol).*
7. *La dépréciation de "votre véhicule"*.*
8. *Reportez-vous aussi aux exclusions communes à toutes les garanties page 19.*

La Garantie "Dommages tous accidents"

CE QUI EST COUVERT

1. Les dommages accidentels subis par "votre véhicule"* directement consécutifs à :
 - un **choc** contre un corps extérieur au véhicule,
 - son **versement** sans collision préalable,
 - un **acte de vandalisme** sous réserve que vous ayez déposé plainte auprès d'un commissariat de police ou de la gendarmerie.
2. Les frais de dépannage sur les lieux de l'évènement, de remorquage jusqu'au garage le plus proche, s'ils sont la conséquence directe des dommages garantis à concurrence de 110 €.

CE QUI N'EST PAS COUVERT

1. *Sauf s'il est établi que l'accident* est sans relation avec l'état du conducteur, les dommages subis par "votre véhicule"*, lorsque le conducteur conduit avec un taux d'alcoolémie supérieur au taux prévu aux articles L1 et R233-5 du Code de la Route, ou s'il est sous l'emprise de stupéfiants non prescrits médicalement.*
2. *Les dommages causés aux pneumatiques sans autres dommages à "votre véhicule"*.*
3. *Les dommages subis par les vêtements, objets et marchandises transportés.*
4. *Les dommages consécutifs à un vol (couverts par la garantie Vol).*
5. *La dépréciation de "votre véhicule"*.*
6. *Reportez-vous aussi aux exclusions communes à toutes les garanties page 19.*

Les garanties complémentaires

Moyennant mention aux Dispositions Particulières, vous pouvez également bénéficier des extensions suivantes qui ne concernent que le **véhicule désigné aux Dispositions Particulières**.

Ces extensions sont complémentaires des garanties Incendie et Forces de la Nature, Vol, Catastrophes Naturelles, Dommages par collision ou Dommages tous accidents. Elles s'exercent à condition que ces dernières garanties donnent lieu à indemnisation pour le véhicule assuré et, **sous réserve des exclusions spécifiques à chacune de ces garanties (pages 13, 14, 15) ou communes à toutes les garanties (voir page 19)**.

Le Casque

Garantie du casque à hauteur de 230 € en cas d'accident* de la circulation sur présentation d'une facture d'achat nominative.

"Equipement du véhicule" (Accessoires)

CE QUI EST COUVERT

A concurrence du montant figurant aux Dispositions Particulières, les options constructeurs et les accessoires fixés au véhicule ne faisant pas partie des équipements de série :

- détériorés à la suite d'un des événements couverts au titre des garanties Incendie et Forces de la Nature, Catastrophes Naturelles, Dommages par collision ou Dommages tous accidents,
- volés en même temps que le véhicule.

CE QUI N'EST PAS COUVERT

1. *Les options constructeurs et les accessoires dérobés sans vol du véhicule lui-même.*
2. *Les appareils radios et assimilés.*

"Equipement du Motard" (Vestimentaire)

CE QUI EST COUVERT

A concurrence du montant figurant aux Dispositions Particulières, les équipements de protection du motard (gants, blouson, pantalon de moto) détériorés à la suite d'un des événements couverts au titre des garanties Dommages par collision ou Dommages tous accidents.

IV. L'INDEMNISATION DES DOMMAGES CORPORELS SUBIS PAR LE PILOTE

CE QUI EST COUVERT :

Nous garantissons l'indemnisation du conducteur (ou de ses ayants droit) victime d'un accident corporel lorsqu'il prend place, conduit ou descend du véhicule désigné aux dispositions particulières.

Quels sont les conducteurs couverts par cette garantie ?

Exclusivement :

- Le conducteur désigné aux dispositions particulières,

- son conjoint (ni divorcé, ni séparé de corps) ou son concubin notoire.

Qui sont les bénéficiaires ?

- En cas de blessures : le conducteur,
- En cas de décès : les ayants droit du conducteur.

Ce que nous garantissons ?

Nous garantissons les préjudices du conducteur, sous déduction des éventuelles prestations indemnitaires versées par des tiers payeurs.

En cas de blessures :

Si l'incapacité permanente partielle ou totale, dont le taux retenu est supérieur au taux d'incapacité de 10% nous indemnisons :

**Les frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, de rééducation, d'hospitalisation,
L'incapacité temporaire de travail,
L'invalidité permanente, totale ou partielle,
Les souffrances physiques, le préjudice esthétique, d'agrément ou moral,
Le coût de l'assistance d'une tierce personne.**

En cas de décès :

- Le préjudice économique des ayants droit qui vivaient des ressources du conducteur décédé,
- Le préjudice moral de ces personnes, que ce décès survienne immédiatement ou dans le délai d'un an des suites de l'accident.
- Les frais d'obsèques.

Comment est déterminé l'indemnité ?

Le montant de l'indemnisation est déterminé de gré à gré selon les principes du droit commun dans la limite du montant indiqué dans le tableau ci-après.

L'évaluation en droit commun tient compte de la situation particulière de chaque victime (l'âge, profession, revenus etc.) et de la jurisprudence actuelle des tribunaux.

Pour l'évaluation du préjudice et toutes les fois que nous le jugerons utile nous nous réservons le droit de faire examiner l'Assuré par un médecin de notre choix.

Si le conducteur décède après avoir reçu une indemnité due à un titre quelconque, le montant de cette indemnité sera déduit de l'indemnité garantie au titre du décès.

En cas de désaccord de l'Assuré, deux experts pourront être désignés chacun par l'une des parties. En cas de désaccord persistant, un expert judiciaire sera nommé à la requête de la partie la plus diligente par le président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'assuré avec dispense de serment et de toutes autres formalités. Chaque partie conservera à sa charge les honoraires et frais relatifs à l'intervention de l'expert qu'elle aura désigné, ceux nécessités par l'intervention éventuelle d'un troisième expert étant partagés par moitié entre elles.

Comment fonctionne la garantie ?

Si le conducteur assuré est responsable de l'accident, nous lui versons (ou à ses ayants droit) une indemnité en fonction de l'option prévue au dispositions particulières qui ne peut excéder les montants définis ci-après.

Si l'accident engage totalement ou partiellement la responsabilité d'un tiers, nous versons à l'assuré (ou à ses ayants droit) à titre d'avance sur recours, une indemnité qui ne peut excéder les montants définis ci-après. Les sommes versées à titre d'avance restent acquises au conducteur (ou à ses ayants droit).

Nous nous substituons à l'assuré dans ses droits et actions contre tout responsable du sinistre, jusqu'à concurrence de l'indemnité que nous avons payée.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur en notre faveur, nous sommes déchargés de toutes obligations envers l'assuré.

CE QUI N'EST PAS COUVERT

Nous ne garantissons pas les dommages subis par le conducteur :

- provoqués (par lui-même) intentionnellement,
- survenus lorsque, au moment du sinistre, il n'a pas l'âge requis ou ne possède pas de permis de conduire en état de validité (soit suspendu ou annulé, soit périmé).
- au cours d'épreuves, courses ou compétitions sportives (ou leurs essais) soumises à l'autorisation des Pouvoirs Publics.
- lors d'un accident dont l'origine est une crise cardiaque ou épilepsie,
- aggravés par le non respect des conditions de sécurité exigées par le code de la route,
- se trouvant lors de l'accident sous l'empire d'un état alcoolique punissable pénalement.

LIMITES DES GARANTIES		
EN CAS DE BLESSURES	EN CAS DE DÉCÈS	
OPTION de BASE	OPTION DE BASE	
Au delà d'un taux d'incapacité retenu supérieur à 10 % l'indemnisation est proportionnelle au taux de l'invalidité sur la base de : - 30 000 € en cas d'incapacité permanente à 100 %. Le plafond de garantie sera fonction du taux d'incapacité permanente retenu.	Capitaux alloués aux ayants droits	Plafond des garanties en Euros
	conjoint concubin	10 000 €
OPTION PLUS	OPTION PLUS	
Au delà d'un taux d'incapacité retenu supérieur à 10 % l'indemnisation est proportionnelle au taux de l'invalidité sur la base de : - 150 000 € en cas d'incapacité permanente à 100 %. Le plafond de garantie sera fonction du taux d'incapacité permanente retenu.	Capitaux alloués aux ayants droits	Plafond des garanties en Euros
	conjoint concubin	30 000 €
	Enfants de la date du décès jusqu'au 21^e anniversaire de chacun des enfants.	150 € / mois

V. CE QUE VOTRE CONTRAT NE COUVRE PAS

En complément des exclusions propres à chaque garantie, votre contrat ne couvre pas :

1. *Les dommages survenus lorsque, au moment du sinistre, le conducteur du véhicule garanti n'a pas l'âge requis ou ne possède pas le permis de conduire en état de validité (ni suspendu, ni périmé) sous réserve des maintiens d'assurance expressément signalés dans les pages précédentes.*

Cette exclusion ne peut être opposée au conducteur détenteur d'un permis de conduire qui nous a été déclaré à la souscription ou au renouvellement du contrat :

- lorsque ce permis est sans validité pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire (permis étranger),

- ou lorsque les conditions restrictives d'utilisation, autres que celles relatives aux catégories de véhicules, portées sur celui-ci n'ont pas été respectées (par exemple le port de verres correcteurs).

2. *Les dommages survenus au cours d'épreuves, courses ou compétitions sportives (ou leurs essais) soumises à l'autorisation des Pouvoirs Publics si vous y participez en qualité de concurrent, d'organisateur ou de préposé de l'un deux.*

3. *Les dommages résultant d'un fait intentionnel de votre part ou de celle du conducteur.*

4. *Les dommages provoqués ou aggravés par le transport avec le véhicule garanti de matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes. Sont cependant tolérés les transports d'huile, d'essences minérales ou produits similaires nécessaires à l'approvisionnement du moteur.*

5. *Les dommages provoqués ou aggravés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.*

6. *Les dommages causés par le véhicule garanti lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre.*

7. *Les dommages causés aux vêtements, objets et marchandises transportés.*

8. *Les dommages occasionnés par la guerre civile ou étrangère.*

Important :

L'exclusion prévue au §2 ne vous dispense pas de l'obligation d'assurance, il vous faudra donc souscrire un autre contrat que celui-ci.

VI. ETENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES

Les garanties s'appliquent aux sinistres survenant dans les pays suivants :

- En France,

Et pour les séjours ne dépassant pas 3 mois :

- Dans les pays qui figurent sur la Carte Verte* (carte internationale d'assurance automobile),

- Egalement dans les territoires et principautés suivants : Andorre, Gibraltar, Iles Anglo Normandes, Iles Féroé, Ile de Man, Liechtenstein, Monaco, San Marin, St Siège (Vatican).

(*) Sont exclus de la garantie, les pays dont les " lettres indicatives de nationalité " sont rayées sur votre carte verte.

L'INDEMNISATION

LA PARISIENNE

1. L'INDEMNISATION DES DOMMAGES CAUSES AUX AUTRES

Que devez-vous faire en cas de sinistre ?

Nature des sinistres	Délai de déclaration	Formalités
Accident*	5 jours ouvrés	<ul style="list-style-type: none"> • S'il y a des blessés, alerter la Gendarmerie ou la police. • Dans tous les cas remplir le constat amiable et répondre à toutes les questions. <p>Lorsque l'accident* met en cause un autre conducteur, remplir exactement et complètement avec lui, sur place, un seul et même constat ; le signer tous les deux et en garder un exemplaire. Ensuite, remplir la déclaration au verso du constat, sans oublier de préciser où et quand le véhicule sera visible, pour que l'expert puisse éventuellement examiner les dégâts dans le plus court délai.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nous remettre le constat amiable ou à défaut une déclaration écrite. • Nous transmettre dès réception tous avis, lettre, convocation, assignation que vous recevriez concernant cet accident*. • Lorsque le véhicule a été accidenté au cours d'un transport, adresser au transporteur dans les trois jours suivant la réception du véhicule, une lettre recommandée de réclamation, avec accusé de réception. • Lorsque vous-même ou la personne transportée avez été blessée, recevoir éventuellement le médecin que nous aurons mandaté pour constater votre état ou celui de la personne transportée.
Vol	2 jours ouvrés	<ul style="list-style-type: none"> • Porter plainte immédiatement auprès du Commissariat de Police ou de la Gendarmerie la plus proche, qui vous délivrera un récépissé de dépôt de plainte. • Nous remettre le récépissé de dépôt de plainte et remplir le formulaire "Déclaration en cas de vol" remis par votre Assureur. Si vous n'avez pas souscrit la garantie Vol, vous devez quand même procéder à cette déclaration en cas de vol du véhicule pour nous permettre de suspendre votre garantie Responsabilité Civile.
Incendie ou autre évènement	5 jours ouvrés	<ul style="list-style-type: none"> • Nous remettre une déclaration écrite sur les circonstances et conséquences.
Catastrophes naturelles	dans les 10 jours de la parution de l'arrêté interministériel	<ul style="list-style-type: none"> • Nous remettre une déclaration écrite sur les circonstances et conséquences.

Si vous ne respectez pas les obligations qui vous incombent en cas de sinistre et que cela nous cause un préjudice, nous pouvons invoquer la déchéance de notre garantie et ne pas procéder aux indemnités qu'elle prévoit ou bien récupérer auprès de vous les sommes que nous avons été amenés à verser à des tiers (sauf bien entendu si vous en avez été empêché par un événement fortuit ou de force majeure).

Vous perdez également tout droit à garantie si vous faites en connaissance de cause de fausses déclarations sur la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences d'un sinistre.

Par ailleurs, si plusieurs assurances se trouvent souscrites pour le véhicule contre le ou les mêmes risques et dans le même intérêt, vous pouvez vous adresser à l'Assureur de votre choix pour obtenir l'indemnité de vos dommages.

2. COMMENT SERONT INDEMNISES LES DOMMAGES CAUSES A AUTRUI ? (Jeu de la Garantie de Responsabilité Civile)

Nous réglons aux victimes les indemnités mises à votre charge dans les limites prévues aux Dispositions Particulières.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction faite en dehors de nous ne nous est opposable.

Nous pouvons éventuellement vous réclamer la franchise* prévue en cas de prêt du véhicule (voir page 23).

2.1 Sauvegarde du droit des tiers victimes :

Ne sont pas opposables aux victimes (ou à leurs ayants droit)

- les franchises* prévues aux Dispositions Particulières,
- les déchéances, à l'exception de la suspension régulière de la garantie pour non paiement de la cotisation,
- la réduction proportionnelle de l'indemnité en cas de déclaration non conforme à la réalité faite de bonne foi lors de la souscription ou au cours du contrat,
- les exclusions de garanties suivantes :
 - le défaut ou la non-validité du permis de conduire,
 - les dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais,
 - le transport de matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes,
 - le transport de sources de rayonnements ionisants.

Dans de tels cas, nous sommes tenus de présenter à la victime une offre d'indemnité telle que prévue par les articles 12 à 20 de la Loi 85-677 du 5 juillet 1985 et avons la faculté d'exercer contre vous-même ou toute personne responsable une action en remboursement pour toutes les sommes que nous avons ainsi payées.

2.2 Recours contre le conducteur non autorisé :

Lorsque nous aurons indemnisé les victimes nous exercerons un recours contre le conducteur responsable du sinistre qui a utilisé le véhicule contre votre gré.

3. COMMENT SERONT INDEMNISES LES DOMMAGES A VOTRE VEHICULE ?

Les garanties que vous avez souscrites s'exercent à concurrence des montants avec déduction des franchises* (sommes restant à votre charge en cas de sinistre) mentionnés dans le présent contrat ou aux Dispositions Particulières.

1. Evaluation des dommages et modalités de l'indemnisation :

1.1 En cas de vol avec disparition du véhicule et pour tous autres dommages

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit (avant application des franchises*) :

Nous faisons intervenir un expert qui détermine le cas échéant :

- le coût des réparations et du remplacement des pièces détériorées,
- la valeur de remplacement du véhicule avant le sinistre,
- la valeur résiduelle du véhicule après le sinistre.

Il n'y a pas d'expertise lorsque le montant des dommages est inférieur à 305 € HTVA.

1.1.1 Lorsque le montant des réparations est inférieur à la valeur de remplacement du véhicule avant le sinistre, le montant de l'indemnité est égal au montant des réparations.

En cas de réparation, vous devez nous remettre une facture conforme (voir définition paragraphe 1.2)

1.1.2 Lorsque le montant des réparations est supérieur à la valeur de remplacement du véhicule avant le sinistre, le montant de l'indemnité maximum est fixé comme suit (avant application des franchises*) :

Indemnisation en valeur à dire d'expert :

Notre indemnité est égale à la valeur de remplacement du véhicule avant le sinistre déterminée par l'expert.

Si vous conservez votre véhicule, la valeur résiduelle après sinistre est déduite de l'indemnité. Pour les véhicules faisant l'objet d'un crédit-bail ou d'une location de longue durée voir les spécificités paragraphe 2.

1.2 Particularités et précisions

Pour les options constructeurs, les accessoires (si vous avez souscrit la garantie optionnelle), l'indemnité est égale à la valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté* déduite (maximum 80 %), à concurrence du montant prévu aux Dispositions Particulières. La présentation des factures originales d'achat est obligatoire.

Pour les pneumatiques, il est toujours tenu compte de l'usure.

Lorsque nous exigeons une facture, elle doit être établie à votre nom, datée, numérotée et comporter la raison sociale complète du fournisseur ou prestataire ainsi que les coordonnées du véhicule (immatriculation, marque).

Si vous n'êtes pas d'accord sur l'étendue ou l'estimation des dommages, vous devez avoir recours à la procédure d'arbitrage (voir page 23).

2. Particularité pour l'indemnisation d'un véhicule faisant l'objet d'un crédit-bail ou d'une location longue durée.

En tout état de cause, l'indemnisation globale dont nous vous sommes redevables tiendra compte des éventuelles limitations de garantie ou franchises* prévues par le contrat.

2.1 Véhicule dont le montant des réparations est supérieur à la valeur de remplacement avant le sinistre déterminée par l'expert

L'indemnité due au titre d'une des garanties Incendie et Forces de la nature, Vol, Catastrophes Naturelles, Dommages par collision ou Dommages tous accidents (indemnités d'assurance) est versée à la société de crédit-bail, propriétaire du véhicule.

L'indemnité d'assurance est calculée T.V.A. comprise si vous ne récupérez pas la T.V.A.

2.2 Véhicule dont le montant des réparations est inférieur à la valeur de remplacement avant le sinistre déterminée par l'expert

Nous ne versons l'indemnité d'assurance que sur présentation de la facture justifiant de l'exécution des travaux.

4. QUELLE EST LA FRANCHISE* APPLICABLE EN CAS DE PRET DU VEHICULE ?

Une franchise* de 1 500 € est appliquée lorsqu'au moment de l'accident* le conducteur du véhicule est **une personne autre que vous-même, ou votre conjoint ou concubin.**

Le cas échéant, nous déduisons cette somme de l'indemnité que nous devons vous verser ou nous vous la réclamons lorsque nous avons indemnisé un tiers.

Cette franchise* s'applique indistinctement aux garanties "Responsabilité Civile" et "Dommages par collision" ou "Dommages tous accidents" et peut se cumuler avec celles prévues par ailleurs.

5. ARBITRAGE EN CAS DE LITIGE

Avant toute procédure judiciaire, un arbitrage est réalisé avec le concours de votre expert et du nôtre pour l'appréciation de dommages au véhicule ou de dommages corporels.

Si les experts n'aboutissent pas à un accord sur le montant de l'indemnisation ou bien sur l'opportunité d'une action judiciaire, ils désignent pour les départager un troisième expert, ou bien la désignation de ce tiers expert est faite par le Président du Tribunal de Grande Instance de votre domicile sur requête du plus diligent d'entre nous.

Chacun de nous paie les honoraires de son expert et la moitié des honoraires du tiers expert. Au cas où le tiers expert se range aux conclusions du vôtre, nous prenons en charge la totalité des honoraires de ces experts.

6. QUAND SEREZ-VOUS INDEMNISE ?

Le paiement de l'indemnité est effectué dans les 15 jours qui suivent la date de notre accord ou celle de la décision judiciaire exécutoire.

En cas d'opposition au paiement, le délai ne court qu'à partir de la levée de l'opposition.

1. Dispositions particulières en cas de vol

Nous sommes tenus de vous présenter une offre d'indemnité dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la déclaration du vol, sous réserve que vous nous ayez fourni dans les meilleurs délais le certificat de cession dûment complété et signé, le certificat de non gage, l'original du récépissé de dépôt de plainte, le formulaire "déclaration en cas de vol", la carte grise, et le cas échéant, la facture d'achat du véhicule, l'attestation de marquage antivol, la justification de l'acquisition d'un (ou des) antivol(s).

Au cas où le véhicule serait retrouvé dans les 30 jours, vous devrez nous adresser le récépissé de découverte délivré par les autorités, reprendre votre véhicule et nous vous rembourserons les éventuelles réparations à effectuer.

Si le véhicule est retrouvé après le délai de 30 jours et après notre indemnisation vous pouvez à votre gré :

- soit conserver l'indemnité que nous vous avons versée et nous abandonner le véhicule,
- soit en reprendre possession et nous rembourser l'indemnité d'assurance versée, sous déduction de la somme correspondant aux éventuelles réparations à effectuer.

2. Dispositions particulières en cas de catastrophe naturelle

L'indemnité vous est versée sous déduction de la franchise* dont le montant est prévu par la réglementation, dans un délai de 3 mois à compter de la date à laquelle vous nous avez remis l'état estimatif des dommages subis par le véhicule ou si elle est postérieure, de la date de publication de l'Arrêté Interministériel constatant l'état de "catastrophe naturelle".

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité que nous vous devons porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêts au taux de l'intérêt légal.

7. PRINCIPALES DEFINITIONS

Accident	: L'événement soudain, involontaire et imprévu.
Franchise	: La somme qui, dans tous les cas, reste à votre charge.
Vétusté	: Dépréciation de la valeur causée par le temps et l'usage, déterminée contractuellement ou par expertise.
Votre véhicule	: Le véhicule désigné aux Dispositions Particulières.

LA PARISIENNE
— assurances —

Société Anonyme d'Assurances au capital de 4 397 888 € entièrement versé
Entreprise régie par le Code des Assurances
22, rue d'Aumale - 75440 Paris Cedex 09